



LE DÉPARTEMENT

Administration générale du département

1940-1970

668 W 1-127

Versement du cabinet du préfet,
Préfecture du Rhône

Répertoire numérique établi par Michelle BUBENICEK,
stagiaire de l'École nationale du patrimoine

1994

ARCHIVES

Pour vérifier l'existence d'un ou plusieurs dossiers nominatifs, qui ne sont pas tous communicables, s'adresser au président de salle

Introduction

Le présent versement, coté 668 W, composé des archives du cabinet du préfet du Rhône de 1940 à 1970, fut effectué par la préfecture, le 11 juillet 1977, au service dit des pré-archives des Archives départementales. Le service auteur est donc le cabinet du Rhône. Les modifications diverses qui sont intervenues, entre 1940 et 1964, concernant le statut et les attributions des préfets de département chef-lieu rendent toutefois le fonds assez complexe, et nécessitent une rapide mise au point historique et institutionnelle.

De 1941 à 1946, une expérience d'administration régionale a, en effet, vu le jour en France : des régions furent créées, d'abord en zone non-occupée, le 19 avril 1941 et à l'été suivant, en zone occupée. La région de Lyon recouvre ainsi dix départements : Rhône, Ain, Loire, Isère, Savoie, Haute-Savoie, Drôme, Ardèche, la partie non-occupée de la Saône-et-Loire, et le Jura. Telle sera la composition de la région jusqu'à la libération du territoire. Le préfet du Rhône devient alors préfet régional, et un préfet délégué l'assiste pour gérer le département. Notons cependant que la création des régions par le régime de Vichy ne procède absolument pas d'une volonté quelconque de déconcentration ou de décentralisation, car l'on assiste seulement au regroupement, au niveau régional, de certains pouvoirs des préfets. La nature des pouvoirs des préfets régionaux est définie par la loi du 10 avril 1941 : il s'agit surtout de pouvoirs spéciaux de police. Le préfet de région devant diriger et coordonner « dans les départements placés sous son autorité l'action de tous les services de police », et ayant « la responsabilité du maintien de l'ordre dans la région », quitte à prendre « toutes les mesures nécessaires pour prévenir et réprimer les atteintes à la sécurité publique ». Y sont joints des pouvoirs spéciaux en matière économique, à savoir « toutes les attributions des préfets relatives à la production, à la répartition et à la distribution des produits alimentaires et denrées, ainsi qu'à la fixation de leurs prix ». En dehors d'une mission générale très précise d'information, deux tâches essentielles étaient donc dévolues au préfet de région : le ravitaillement et l'ordre public.

A la Libération, alors que la situation chaotique du pays rend nécessaire une représentation exceptionnelle du gouvernement en province et l'exercice de la fonction gouvernementale par une autorité dotée des pleins pouvoirs, les nouveaux milieux dirigeants se montrent généralement farouchement opposés à la région, création du régime exécré de Vichy. En attendant toutefois des réformes de structure plus profondes, l'on transforme l'ancien préfet régional en commissaire de la République de manière à faire face aux difficultés du moment. L'acte de naissance des commissaires est constitué par l'ordonnance du 10 janvier 1944. Leurs attributions sont à peu près celles des anciens préfets régionaux, avec quelques modifications : « ils sont essentiellement chargés, sous réserve des pouvoirs dévolus à l'autorité militaire, de prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité des armes françaises et alliées, à pourvoir à l'administration du territoire, à rétablir la légalité républicaine, à satisfaire aux besoins de la population ». La volonté de reprise en main très ferme du territoire se marque donc très nettement par l'ampleur quasi gouvernementale des compétences alors dévolues aux nouveaux commissaires. Leurs pouvoirs exceptionnels les autorisent par exemple à tenter d'infléchir les répressions populaires, à suspendre les fonctionnaires, à procéder aux réquisitions d'entreprises qui s'imposent. Outre des pouvoirs de police et en matière économique qui furent aussi ceux des préfets régionaux, les attributions nouvelles des commissaires de la République se distinguent ainsi par des pouvoirs spéciaux de police, et, en matière d'épuration, par une compétence originale qui permet à ses détenteurs d'instituer une ou plusieurs commissions de vérification des internements administratifs, de désigner leurs membres, et de statuer sur les arrêtés préfectoraux d'internement après avis de ladite commission. Ils sont encore, pour les mêmes raisons,

investis du pouvoir spécial de relever de leurs fonctions les directeurs des caisses départementales ou des unions régionales des caisses d'assurances sociales ; ils désignent enfin les membres des comités interprofessionnels d'épuration, et nomment les représentants des comités départementaux de libération au sein des comités de confiscation.

Les commissaires de la République jouent donc un rôle tout à fait primordial pendant la période de la Libération et de l'épuration générale qui l'accompagna : les archives du préfet du Rhône, alors également commissaire de la République de la région Rhône-Alpes, reflètent d'ailleurs très fidèlement ces nouvelles attributions et fournissent, pour cette raison, des renseignements de premier choix sur la période, sur lesquels nous reviendrons. Passé l'état de siège du premier après-guerre, qui justifiait les pouvoirs extraordinaires qui lui furent alors dévolus, l'ordonnance du 24 octobre 1945 redéfinit les pouvoirs du commissaire de la République : représentant du gouvernement et responsable du maintien de l'ordre, il se devait surtout de coordonner l'action des préfets et des chefs des services régionaux.

Le 22 mars 1946, l'institution régionale, ainsi que les commissaires de la République, disparaissent pourtant, tout comme les directions régionales créées par Vichy. De nombreuses survivances de l'échelon régional restent malgré tout à observer, qui facilitent la compréhension des archives et de l'action préfectorales après cette date : deux décrets du 2 août 1949 adaptent, en effet, l'organisation administrative territoriale de la police au cadre des huit régions militaires créées en 1946, et il est surtout à noter que l'IGAME (inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire) y exerce sa compétence, contrôlant par exemple la gestion financière et administrative de l'ensemble des personnels de la sûreté nationale, des transmissions et des services du matériel. Dans ce cas précis, le préfet du département chef-lieu – en l'occurrence, pour la région qui nous occupe, celui de Lyon – se trouve ainsi ordonnateur secondaire des dépenses de police de l'ancienne région, ce qui constitue une survivance régionale.

L'institution des IGAME représente cependant une tentative originale de déconcentration dans un cadre supra-régional à laquelle il convient de prêter une attention d'autant plus particulière que le préfet du Rhône fut doté de ces attributions nouvelles. La création des IGAME résultait de la volonté du gouvernement d'être secondé, en période troublée – ce qui fut le cas, notamment, lors des événements sociaux de l'automne 1947 – dans le détail des opérations de maintien de l'ordre, par une autorité locale compétente. Dans le cadre des régions militaires de 1946, la loi du 20 mars 1948, sur le rapport du ministre de l'Intérieur de l'époque, Jules Moch, crée huit circonscriptions administratives relevant des IGAME. L'une d'elles fut implantée à Lyon : elle comprenait treize départements (Rhône, Ain, Puy-de-Dôme, Allier, Cantal, Loire, Haute-Loire, Ardèche, Savoie, Haute-Savoie, Isère, Drôme et Hautes-Alpes), donc les actuelles régions Rhône-Alpes et Auvergne, auxquelles était joint le département des Hautes-Alpes. Un arrêté ministériel du 26 avril 1949 définissait les nouveaux inspecteurs, chargés de « coordonner au plan régional les mesures de sécurité publique, d'assurer l'exécution des lettres de services dont ils peuvent être éventuellement munis, d'assurer enfin toute mission d'information et de coordination ».

Placé au-dessus du général commandant de la région militaire, du colonel commandant la gendarmerie et la garde républicaine, et du commandant du groupement de CRS, l'inspecteur, dépositaire d'une partie de l'autorité du ministre, n'est pour autant pas habilité à empiéter sur l'autorité ou la responsabilité du préfet, qui restera responsable de l'exécution des opérations. Dans la pratique, les IGAME contribuèrent assurément, par une action discrète mais efficace, au maintien de l'ordre public au cours des événements de 1948.

Le préfet IGAME, bientôt connu sous le nom de super-préfet, se trouve donc à la tête d'une circonscription administrative, première esquisse, en quelque sorte, d'une organisation de type régional à la disposition du ministre de l'Intérieur. De fait, cette région déconcentrée pour un

manièrement plus commode des moyens du maintien de l'ordre donna naissance aux futures circonscriptions régionales d'action économique, aux régions des lois de 1971-1972 et aux nouvelles collectivités territoriales créées en 1982. Le décret du 14 mars 1964 supprima ainsi les IGAME en confiant leurs attributions, en matière de police, aux préfets des départements chefs-lieux de chaque région militaire. Dans le ressort des régions de programme devenues circonscriptions d'action régionale, le préfet du département chef-lieu, un temps appelé préfet coordinateur, devint, en 1964 également, préfet de région, chargé de présider la conférence administrative de la région.

Ces quelques précisions auront sans doute permis d'éclaircir les compétences du préfet du Rhône pendant la période couverte par le présent fonds (1940-1970), car si les attributions centrales de ce fonctionnaire restent toujours du même ordre, s'exerçant en matière de police et de ravitaillement principalement, l'aire d'action qui est la sienne, ses compétences extra-départementales, et sa titulature varient en revanche beaucoup. Les archives du cabinet du préfet du Rhône à cette époque reflètent en tout cas fidèlement ces compétences et les modifications qui les concernent : notons toutefois que la grande majorité de fonds concerne la période 1944-1965, celle de l'État français comme les années 1965-1970 offrant ici moins de prise à l'historien.

Il convient à présent d'analyser rapidement, dans l'ordre du plan de classement, quelles sont les particularités de ce fonds du cabinet du préfet.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

La majorité des dossiers contenus dans cette partie du fonds concernent l'attribution de la médaille de la Résistance. Des renseignements utiles peuvent donc y être cherchés pour l'étude des mouvements de Résistance, très actifs en Rhône-Alpes, et en particulier à Lyon, qui se vit d'ailleurs qualifiée de capitale de la Résistance ; notons toutefois que les dossiers sont rarement très détaillés, la procédure d'attribution se fondant surtout sur le remplissage assez succinct de formulaires prédéfinis.

ÉTAT FRANÇAIS

La création de cette subdivision fut jugée nécessaire pour isoler des dossiers de personnel de la période qui s'inscrivaient mal dans l'ensemble des dossiers d'après-guerre, et risquaient de ce fait de passer inaperçus. Il s'agit malgré tout de documents peu abondants, l'essentiel du fonds étant constitué de papiers à dater entre 1944 et 1970.

IV^E ET V^E RÉPUBLIQUES

- Correspondances des préfets

Très volumineuse, la correspondance du préfet du Rhône reflète très exactement l'ampleur de ses compétences. Devant être renseigné sur les événements de sa région et de ses services administratifs, comme commissaire de la République de 1944 à 1946, comme IGAME à partir 1948, ou comme préfet de région à partir de 1964, il reçoit obligatoirement communication des ordres et instructions donnés par les ministres aux préfets de son ressort, comme aux chefs de service régionaux ; de même, il reçoit copie des décisions principales prises par ces mêmes autorités, ainsi que leurs rapports ou comptes rendus adressés au ministre dont ils relèvent.

Une série de rapports contient donc les documents de ce type envoyés par les préfets des départements de la VIII^e région à l'IGAME entre 1950 et 1959, ainsi que par des chefs de service départementaux, cette dernière série étant très incomplète.

En ce qui concerne la correspondance proprement dite du préfet du Rhône, à dater entre 1948 et 1966, le classement d'origine était généralement chronologique, à l'intérieur de dossiers

établis par départements. Ces ensembles se présentent toujours de la même manière : des télégrammes y sont souvent isolés, division qui a été gardée. Puis vient le corps des lettres, notes de services, circulaires, etc. C'est alors que les choses varient selon les départements ; pour certains, en effet, une distinction commode avait été adoptée entre les *Affaires économiques*, signalées, sur la chemise d'origine, par l'abréviation « A.E. », et les affaires politiques ou touchant, d'une manière générale, à la vie et à l'ordre politiques, signalées par l'abréviation « M.O. », sans doute pour *Maintien de l'ordre*. On a choisi de maintenir cette distinction très commode, et, quand cela était possible, de la rétablir, de façon à rendre d'emblée plus accessibles des liasses le plus souvent composées de papiers pelure de petit format et pouvant atteindre jusqu'à quinze centimètres d'épaisseur.

Outre qu'elle permet d'accéder plus aisément au volume de la correspondance préfectorale, la distinction A.E /M.O. facilitera aussi l'accord de dérogations éventuelles, car il faut noter que si le premier ensemble ne contient généralement pas de renseignements d'ordre personnel ou confidentiel, le second, en revanche, fréquemment basé sur des notes d'information des RG, met souvent en cause des personnes.

En dépit de son aspect quelque peu inextricable, la correspondance préfectorale demeure assurément la source indispensable à consulter pour toute étude relative à la période, quelque soit son champ : on y trouve, en effet, une foule de renseignements concernant, compétences préfectorales oblige, les mouvements et la propagande politiques d'après-guerre, les agissements du FLN dans la région, le terrorisme nord-africain, l'agitation sociale... La correspondance est, d'autre part, particulièrement riche pour les années 1950-1958, période de la fin de la IV^e République, pendant laquelle, alors que s'estompent les affaires de la Libération, les soucis de rééquipement du pays n'éliminent pas les querelles internes. Assorties de troubles publics, sur la création d'une communauté de défense en Europe, les actions anti-communistes, et bientôt les événements d'Algérie, des vagues de grèves ou d'agitations de paysans, de petits commerçants et d'artisans, troublent encore l'atmosphère politique et sociale (années 1952-1956).

En matière économique, l'on peut aussi faire de nombreuses constatations intéressantes, et observer, par exemple, les débuts dans l'Isère de la grande distribution d'Edouard Leclerc, un rapport des RG se demandant à ce sujet si l'expérience Leclerc fera tâche d'huile...

Les pièces de correspondance personnelle, celle du préfet Ricard mise à part, qui forme un ensemble cohérent et instructif, sont généralement peu abondantes. Signalons pour finir que les rapports et notes d'information des Renseignements généraux, qui servaient de documentation de base au travail du cabinet du préfet, ont été mis à part et rangés dans la rubrique RG, pour des raisons de communicabilité et de commodité (future) de consultation. Ont été également extraits de cette série les quelques rapports périodiques au préfet du Rhône que l'on a retrouvés, pour former la sous-série « Rapports » déjà évoquée, pratique courante en W, pour les archives du cabinet du préfet.

- Libération et épuration

La partie du fonds du cabinet du préfet du Rhône contenue dans la sous-série 668 W trouve cependant sans doute l'un de ses intérêts majeurs dans l'exploitation que pourra en faire l'historien de la Libération et de l'épuration. Dès 1944, le nouveau commissaire de la République eut dans ses attributions spéciales la répression populaire et la politique d'épuration. A Lyon, ce rôle fut dévolu à Yves Farge, qui, rappelant que la République, c'est l'ordre dans le respect de liberté et des garanties légales, s'employa à mettre un terme aux exécutions sommaires et à faire fonctionner dans des conditions convenables la cour martiale, les cours de justice et les chambres civiques chargées de l'épuration. Le bilan de la répression populaire dans le Rhône fut ainsi sans doute moins lourd qu'on a pu le dire. Primitivement classés sous le titre « Affaires individuelles importantes », une série de dossiers individuels

qui s'échelonnent de 1944 à 1956 concernent donc, en réalité, en grande majorité des affaires d'épuration politique. Des enquêtes sérieuses ont été, en effet, menées dans le cas d'individus prétendant à des postes de responsabilité. Des affaires de faux certificats de Résistance sont encore à signaler. La plupart de ces dossiers, certes très riches pour l'histoire, peuvent en tout cas se révéler encore brûlants pour les intéressés ou leur famille.

Les dossiers relatifs à l'épuration économique (1944-1955) qui eut lieu à la Libération et pendant les années qui suivirent, sont également si riches d'enseignement qu'ils risquent de mettre en cause des personnes vivantes. Les dossiers sont classés par noms d'entreprises concernées, ou par noms des propriétaires : les listes nominatives qui sont ici fournies, et qui constituent déjà un renseignement en soi, ne sont toutefois bien entendu pas destinées à être portées à la connaissance du public, le présent inventaire étant établi, dans son état actuel, à usage purement interne. La même remarque s'impose concernant les dossiers d'épuration administrative (1944-1949), établis par le comité régional interprofessionnel d'épuration, ainsi que pour ceux de la commission de criblage. C'est encore le cas pour les séquences opérées à la Libération (1944-1951). Les affaires de la Libération s'effacent cependant à partir des années 1950, car l'amnistie intervient en 1953, ainsi que la disparition de la Haute cour de justice. Le fonds du cabinet du préfet est donc très riche pour la période de l'immédiat après-guerre, mais il faut prendre les précautions qui s'imposent quant à la communication des documents et du présent inventaire.

- Élections

Cette subdivision renferme de nombreux documents (correspondance, études, coupures de presse...) relatifs au projet de réforme de la loi électorale municipale à dater entre 1963 et 1965, ainsi que des circulaires, rapports, messages, synthèses relatifs au déroulement des élections municipales de 1965.

- Organisation administrative, fonctionnaires

Les nombreuses listes de membres du corps préfectoral ainsi que des membres du personnel préfectoral, les documents relatifs aux caractères, les dossiers individuels (1944-1962) permettront assurément à l'historien d'étudier de plus près, avec succès, ce corps de fonctionnaires dont le recrutement varie très exactement en fonction des bouleversements politiques de la période. On sait, en effet, de façon générale que le régime de Vichy mit en place des opérations systématiques d'éliminations successives antirépublicaines dans le corps préfectoral, et qu'il fit appel à des candidats loyaux, non obligatoirement d'origine préfectorale, comme des militaires ou des parlementaires. De 1944 à 1946, les nouveaux préfets sont de même recrutés parmi les catégories professionnelles les plus diverses et l'on observe un rajeunissement général du corps. En 1944, le cabinet du préfet se devait quant à lui d'être une formation légère, répondant aux nécessités animatrices de la mission du commissaire et évitant de ressembler à certains cabinets pléthoriques doublant, par leur caractère souvent inefficace, les services spécialisés. Tous principes ou constatations que l'étude attentive de dossiers comme ceux du présent fonds devrait permettre d'approfondir.

Un premier sous-ensemble est ici fourni par les articles relatifs aux syndicats, mouvements sociaux et grèves ; les documents les plus intéressants étant ceux qui concernant la sortie des grèves de 1948 (1949-1953). Pendant celles de l'automne 1948, l'IGAME de Lyon fit, en effet, preuve, comme ses collègues, d'une action efficace et discrète. On pourra toutefois compléter utilement ces dossiers par les rapports, notes et dossiers photographiques des RG. Le dossier le plus important est ici fourni par les grèves de 1953.

Concernant les mouvements et partis politiques, soulignons l'importance des notes secrètes (1947-1963), très souvent établies par les RG, et qui relatent les opérations de surveillance et de filature d'individus suspects. Deux articles assez volumineux se rapportent aux Nord-Africains de la VIII^e région entre 1951 et 1962. Des dossiers complets renseigneront en

particulier l'historien sur la situation matérielle des Nord-Africains pendant la période, ainsi que sur les activités de propagande de certains d'entre eux au moment de la guerre d'Algérie. Signalons aussi les synthèses hebdomadaires sur le séparatisme algérien dans l'Isère (1958-1962), car ce type de document existe pour ce seul département. A partir de 1955, les difficultés algériennes prennent une part croissante dans les préoccupations politiques françaises, qui se traduisent, au ministère de l'Intérieur, par la séparation des services s'occupant de l'Algérie des autres directions dès 1956. Avec le souci d'affermissement de l'État, le règlement de la question algérienne est, en effet, la grande tâche du ministère pendant les années 1960. Sur le territoire métropolitain, et dans la région Rhône-Alpes en particulier, se posent alors des problèmes d'ordre public graves à cause des luttes fratricides entre factions opposées d'Algériens, des mouvements d'opinion pour ou contre la guerre d'Algérie, des trafics d'armes, des collectes de fonds au profit du FLN.

Des renseignements très complets, enfin, sont à rechercher ici sur l'activité et le recrutement du PCF dans la VIII^e région entre 1949 et 1952. Les quatre articles concernés se composent, en effet, essentiellement de rapports, notes et dossiers établis par les RG, l'attention de la Sûreté nationale étant alors focalisée sur le Parti communiste pour des raisons de politique intérieure et de guerre froide. Les grèves de novembre 1947 consacrèrent, il est vrai, la rupture entre le Parti communiste et ses anciens partenaires gouvernementaux considérés désormais comme des agents aux ordres de Wall Street. Signalons en particulier le volumineux dossier constitué autour de l'arrestation de Jacques Duclos en 1952. Des dossiers existent aussi pour chaque département de la VIII^e région.

- Police

Les articles concernant la police sont d'autant plus intéressants à parcourir que le préfet du Rhône eut, tantôt comme préfet de région, tantôt comme commissaire de la République, voire comme IGAME, des compétences spécialement étendues dans ce domaine : le décret n° 48-605 du 26 mars 1948 donnait par exemple aux IGAME le pouvoir de déplacer et d'employer les CRS à l'intérieur de la région militaire qui leur était affectée.

L'ensemble des dossiers provenant de la Sûreté nationale et des Renseignements généraux se révèle extrêmement riche, toutes les affaires susceptibles de menacer l'ordre public ou la sûreté de l'État s'y trouvant relatées. Les dossiers et les notes d'information des RG présentent sans doute l'intérêt le plus grand. Si les rapports (1952-1967) peuvent être cependant, de façon générale, communiqués par dérogation sans problème aucun, puisque leur contenu ne présente plus, de nos jours, sauf exception, de renseignements d'ordre confidentiel, il n'en est pas de même pour les notes d'information du même service (1948-1966) qui mettent souvent en cause des personnes, qu'il s'agisse d'individus ayant fait l'objet d'une procédure de surveillance ou d'agents des RG eux-mêmes, dont le nom, aujourd'hui encore, n'a pas intérêt à être révélé. Multiples sont, en effet, les renseignements que l'historien pourra y glaner, concernant, principalement, l'activité du Parti communiste ou les affaires d'Algérie. Les dossiers photographiques (1950-1957), le plus souvent relatifs à des manifestations, d'ordre conflictuel ou non, peuvent en revanche faire l'objet de dérogations, étant donné qu'ils ne contiennent généralement pas de renseignements nominatifs.

En ce qui concerne la police judiciaire de Lyon, ont été transmises à l'IGAME, pour information, par le commissaire divisionnaire, des notes d'information et des enquêtes (1948-1963) qui présentent un caractère confidentiel comparable à celui que l'on peut observer dans le cas des notes des RG. Arrivés au cabinet du préfet dans des conditions similaires, les rapports journaliers du commissariat central de Lyon ne présentent en revanche que l'avantage de pouvoir les consulter dans ce cadre ; leur intérêt est d'ailleurs d'autant plus limité qu'ils n'existent ici que pour 1959, 1969 et 1970.

- Économie

Les articles relatifs aux compétences économiques du préfet du Rhône, préfet de région, commissaire de la République ou simple préfet, se réduisent à peu de choses. La différence de volume est d'ailleurs significative de la disproportion ayant généralement existé entre attributions de type économique et attributions de type politique. Signalons toutefois des documents intéressant le ravitaillement entre 1945 et 1949 ; mais il s'agit davantage, en réalité, dans ce cas précis, d'épurations de personnel à la direction départementale du Ravitaillement général que d'affaires proprement économiques. Là-encore, les listes nominatives données dans l'inventaire ne sont pas destinées à la consultation du public et restent à usage interne. Les articles restants sont constitués par les graphiques et statistiques établis par la direction des services agricoles du Rhône et concernant les besoins alimentaires de la VIII^e région pour l'année 1953.

- Main-d'œuvre

Les articles ici rangés peuvent utilement compléter ceux relatifs aux grèves et mouvements sociaux divers déjà évoqués, car l'on y trouve de nombreux dossiers qui illustrent la nature des conflits du travail des années 1950 à 1956.

- Affaires militaires

La correspondance existant entre le préfet du Rhône, comme IGAME, et le général de brigade de gendarmerie commandant la VIII^e région militaire complète utilement des archives des RG du présent fonds, puisque l'on y trouve des rapports, bulletins de renseignement, fiches, relatifs aux différents mouvements politiques, aux syndicats, mouvements sociaux, grèves et enfin à la lutte contre le terrorisme nord-africain.

Les articles restants, qui concernent les affaires militaires, l'Équipement et les transports, ne représentent qu'une petite partie du fonds 668 W, qui n'est pas non plus la plus caractéristique.

COMMUNICABILITÉ

Abordons à présent rapidement, pour finir, la question des conditions de communication du versement 668 W au public. Le code du patrimoine, dans son article L 213-2, fixe le délai normal de communicabilité à 25 ans. Dans le cas du fonds qui nous occupe, les choses sont néanmoins beaucoup plus délicates, puisque la majorité des documents qui s'y trouvent, soit intéressent la sûreté de l'État, la défense nationale ou la vie privée, soit se présentent comme des dossiers de personnel, les délais fixés par la loi étant alors respectivement de 50 et de 100 ans. Seul un nombre relativement restreint de documents de cet ensemble peut donc, en définitive, être communiqué librement au public, après examen, par un conservateur chargé du fonds, d'une demande précise de la part d'un lecteur. Encore faut-il pouvoir repérer facilement et isoler des autres ces mêmes documents soumis au délai de 25 ans, car la difficulté principale rencontrée à l'application de la loi résulte principalement du fait que les fonds du type de ceux des cabinets ne restent souvent accessibles, en W, aux conservateurs eux-mêmes, que par l'intermédiaire d'instruments de recherche très sommaires ou quasiment inexistants, le bordereau de versement s'y rapportant étant généralement insuffisant et parfois même fautif. Les avis divergent encore d'ailleurs, chez les professionnels, sur la nécessité de communiquer ou non certains types de documents : pour prendre l'exemple précis des pièces de correspondance touchant à la question délicate de l'épuration pratiquée à la Libération, certains sont ainsi partisans d'une assez libre communication de ces documents, consistant à appliquer le délai de 25 ans, considérant qu'ils ne contiennent pas de renseignements supplémentaires par rapport à ceux dont on peut disposer en lisant les journaux de l'époque, qui restent quant à eux tout à fait accessibles. Naturellement plus détaillé qu'un simple bordereau, le présent répertoire aura donc rempli une partie de son rôle s'il parvint d'emblée, dans cette perspective, à faciliter la tâche ardue des conservateurs quotidiennement chargés

d'examiner toute demande de consultation et de dérogation portant sur le fonds du cabinet du préfet de 1940 à 1970. Car, comme nous l'avons déjà signalé, le présent instrument, tel qu'ils se présente actuellement, à cause des listes nominatives de personnes qu'il contient, et qui constituent déjà un renseignement en soi, n'est pas destiné au public, et ne prétend, pour l'instant, que faciliter le travail interne des conservateurs, en attendant de pouvoir, quand les délais de communication le permettront, servir également à celui des chercheurs et historiens.

Sources complémentaires

ARCHIVES DEPARTEMENTAIRES DU RHÔNE

Signalons tout d'abord, tout naturellement, les autres versements du cabinet du préfet, classés en série W, et qui recourent amplement le présent versement :

- 182 W, pour lequel existe un répertoire numérique détaillé :

DUCRET (Elisabeth), *Répertoire numérique détaillé du versement 182 W du cabinet du préfet régional de Lyon (1940-1944)*, mémoire de licence des techniques d'archives et de documentation, univ. De Lyon III. 1988.

- 283 W, dans le même cas :

CHIKH (Rachid), *Répertoire numérique détaillé de la série W du versement 283 W du cabinet du commissaire de la République*, mémoire de licence des techniques d'archives et de documentation, univ. De Lyon III. 1993.

Pour ce qui est des autres versements de W relatifs au cabinet du préfet, aucun instrument de recherche n'existe, mis à part, pour chacun d'entre eux, un bordereau sommaire ; il s'agit des versements :

- 287 W (1952-1961)
- 310 W (1947-1958)
- 437 W (1940-1964)
- 565 W (1940-1968) intégré au 437 W

ARCHIVES NATIONALES

A titre indicatif, et sans aucune prétention d'exhaustivité, on mentionnera également ici quelques fonds des Archives nationales, en particulier dans la série F, repérés principalement grâce aux tomes IV et V de *l'État général des fonds des Archives nationales* :

Délégation du ministère de l'intérieur en zone occupée

- F^{la} 3630-3645 : personnel (et en particulier 3630 et 3631 : personnel des préfectures et sous préfectures 1940-1943)

Mission militaire de liaison administrative (MMLA) (1943-1944) :

- F^{la} 3868-4003 : service des affaires civiles, documentation régionale sur la France (3888-3919 : région de Lyon)

Et surtout :

Service central des commissariats de la République :

- F^{la} 4022 : rapports et correspondance du commissaire de la République à Lyon (septembre 1944 décembre 1945)

Inspection générale des services administratifs, devenue Inspection générale de l'administration (1901-1960) :

- F^{la} 4615- 4620 ; rapports d'inspecteurs généraux (1944-1952)

- F^{la} 4623 : Conférences des IGAME (1950-1955)

Personnel administratif, moyens généraux :

- F^{lb} I 693-703 : dossiers alphabétiques de fonctionnaires de l'administration préfectorale (1926-1946) et 709-864 : idem (1921-1946)
- F^{lb} I 943-980 : dossiers individuels de fonctionnaires, série alphabétique, dont 943-966 : préfets (1910-1952)
- F^{lb} I 1001-1006 : conseillers de préfecture (1926-1959)
- F^{lb} I 1070 : dossier Yves Farge, commissaire de la République en Rhône-Alpes, de 1944 à 1945.

Sommaire

Distinctions honorifiques	668 W 1
État français	668 W 2
IV^e et V^e Républiques	668 W 3-127
- Correspondance des préfets	668 W 3-43
- Libération et épuration	668 W 44-71
- Élections municipales de 1965	668 W 72
- Organisation administrative, fonctionnaires	668 W 73-78
- Opinion publique, vie politique	668 W 79-91
- Police	668 W 92-113
- Ravitaillement, mobilisation économique	668 W 114-116
- Main d'œuvre	668 W 117-119
- Affaires militaires	668 W 120-124
- Équipement, transports, énergie	668 W 125-126
- Divers	668 W 127

Abréviations et acronymes

ACPO	Action politique
ASCA	Association sociale et culturelle algérienne
CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens
CGT	Confédération générale du travail
CRS	Compagnie républicaine de sécurité
FFI	Forces françaises de l'Intérieur
FTP	Francs-tireurs partisans
FLN	Front de libération nationale
FO	Force ouvrière
IGAME	Inspecteur général en mission extraordinaire
MRU	Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme
ONI	Office national d'immigration
PCF	Parti communiste français
PTT	Postes, télégraphes, téléphone
RG	Renseignements généraux
SNCA	
SNCF	Société nationale des chemins de fer français
UDCA	Union de défense des commerçants et artisans
UDSR	Union démocratique et socialiste de la Résistance
USTA	Union syndicale des travailleurs algériens

RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

- 668 W 1 Légion d'honneur. – Décoration à titre posthume (1946-1951) ; instructions (1950-1951) ; dossier CLUZAN (1950-1951).

1946-1951

Médaille de la Résistance. – Instructions (1944-1947) : agents des services extérieurs des finances (1946) ; dossiers de proposition (1945-1946) ; dossiers transmis au ministre (1946-1947)

1944-1947

Babinger (Alphonse); Brossy (Marie-Line); Chassagne (Georges); Chone (Alphonse); Cotton (M^{me} Georges); Cotton (Marcel); Fouque (Charles); Fourel (Pierre); Gauthier (Maurice); Ginet (René); Gros (Georges); Guérin (Maurice); Haffner (Antoine); Hémart (Adrien); Hérique (Jean-Marie); Ligoreau (Antoine); Maurin (Georges); Meiller (Jean-Claude); Meyer (Jacques); Midel (Léon-Augustin); Morel (Claudius); Nathan (Louis); et Nathan (Jean); Rittner (René); Rodes (Marceau); . Rozaire (Raymond); Sachs (Marguerite); Saint-Pierre (Jean); Tixier (Claudy-Denise); Tixier (Louis-Eugène); Tournier (Lucien); Voyant (Joseph); Wolf (Arm)

1944-1951

ÉTAT FRANÇAIS

- 668 W 2 Organisation administrative, fonctionnaires : textes généraux, décrets, circulaires (1940-1944) ; affaires individuelles : correspondance (1941-1944).

1940-1944

IV^e ET V^e RÉPUBLIQUES

Correspondances des préfets

- 668 W 3-6 Rapports périodiques des préfets de département à l'IGAME, puis au préfet de région.

3 Allier (déc. 1954-1959)

4 Ardèche (1951-septembre 1958)

5 Drôme (déc. 1952-juillet 1955)

6 Haute-Loire (janvier 1952-octobre 1958) ; Puy-de-Dôme (1950) ; Savoie (novembre 1957-octobre 1958)

- 668 W 7-8 Renseignements généraux.

7 Ain : rapports mensuels et notes d'information (1949-1954)

8 Ardèche : rapports mensuels de situation de la trésorerie (décembre 1950-octobre 1955)

- 668 W 9-12 Correspondance.

9 Préfet Ricard : correspondance personnelle (1961-1966)

10-12 Correspondance (ordre chronologique)

10 1958-1959

11 1960-1961

12 1962-1963 (1^{er} semestre)

- 668 W 13- 43 Correspondance : télégrammes, correspondance générale et particulière, correspondance politique et économique (classement par département).

1948-1966

- 13 Tous départements (1949-1952).
- 14-16 Ain (1949-1965)
 - 14 1949-1952
 - dont affaire Lecene (1949)
 - 15 1953-1959
 - 16 1960-1965
- 17-19 Allier (1952-1954)
 - 17 1952-1954
 - dont manifestation des 28, 29 et 30 mai 1952
 - 18 1953-1955
 - 19 1955-1959
- 20 Cantal (1956-1964
 - dont foire-exposition d'Aurillac (1957)
- 21 Hautes-Alpes (1953-1956)
- 22-25 Ardèche (1949-1951)
 - 22 1949-1951
 - 23 1951-1952
 - 24 1952-1955
 - 25 1956-1959
- 26 Cantal (1948-1955)
- 27-28 Drôme (1953-1955)
 - 27 1953-1955
 - 28 1953-1964
- 29-31 Isère (1952-1966)
 - 29 1952-1955
 - 30 1956-1959
 - 31 1960-1966
- 32-33 Loire (1952-1965)
 - 32 1952-1955
 - 33 1956-1965
- 34-36 Haute-Loire (1948-1952)
 - 34 1948-1952
 - 35 1951-1955
 - 36 1956-1964
- 37-38 Puy-de-Dôme (1948-1964)
 - 37 1948-1952
 - 38 1953-1964
- 39-40 Savoie (1952-1955)
 - 39 1953-1955
 - 40 1956-1966
- 41-43 Haute-Savoie (1948-1952)
 - 41 1948-1952
 - 42 1953-1955
 - 43 1956-1965

Libération et épuration

668 W 44 Retour à la légalité républicaine.- Maintien de l'ordre : textes législatifs, notes.

1910-1956

1944-1950

Épuration politique et Libération

668 W 45-47 Affaires individuelles

1910-1956

45 dossiers A-L (1944-1956)

46 dossiers J-V (1934-1954)

47 dossiers A-V (1910-1951)

668 W 48 Procès Varaud¹, Chavanet² et Saroglio³.- Faux certificats de Résistance (1945-1955) : notes des RG, pièces de procédure, jugements et arrêt, procès-verbaux, coupures de presse, correspondance.

Épuration économique

668 W 49-50 Épuration des entreprises : dossiers, circulaires, correspondance.

1943-1955

Épuration administrative

668 W 51-52 Généralités.

1944-1947

51 Circulaires, instructions : rapport du préfet du circulaires (1944), circulaires (1944), correspondance (1944-1949) ; rapports expédiés (1946).

1944-1949

52 Communications (1944-1946) ; comptes (1945) ; instances de réintégration (1944-1947) ; commission de l'arrondissement de Lyon (1944-1946) ; commission d'enquête dans les établissements industriels de l'État (1945) ; confiscation de profits illicites (1944-1949).

1944-1949

668 W 53 Fonctionnaires des préfectures.- État des fonctionnaires relevés de leurs fonctions (1944-1945) ; sanctions administratives (1944-1945) ; suspensions (1944-1945) ; réintégrations (1944-1945) ; nominations provisoires (1944) ; liste des personnalités et chefs de service régionaux (1945) ; décisions (1944-1945).

1944-1945

668 W 54-55 Commission régionale d'épuration

1942-1947

54 Experts-comptables et comptables agréés (1945) ; transport et distribution de l'électricité et du gaz (1944-1946) ; caisses d'épargne

¹ Secrétaire général de la FNDIRP.

² Secrétaire général des FTP du Rhône.

³ Membre de l'UD CGT du Rhône.

- (1945) ; allocations familiales, sociétés de secours mutuel, assurances sociales (1942-1947).
- 55 Indignité nationale.- Anciens combattants; ministère des Prisonniers, déportés et réfugiés ; magistrature et professions judiciaires ; cours de justice ; médecins ; services vétérinaires ; hospices civils ; ingénieurs Ponts-et-chaussées ; entreprises et travaux publics ; agents municipaux ; administration pénitentiaire ; police ; établissements militaires ; SNCF ; PTT ; inspection du travail ; enseignement ; architectes ; contributions directes ; contributions indirectes ; douanes ; ministère de l'Agriculture.
- 668 W 56 Dossiers personnels et d'entreprises. 1944-1954
- 668 W 57-66 Comité régional interprofessionnel d'épuration. 1944-1952
- 57 Fonctionnement.- Création : ordonnances, décrets (1945-1948) ; taxes des témoins (1945) ; crédits et dépenses (1946-1952) ; procès-verbaux des séances (1945-1949) ; dossiers ouverts : registre (1945-1949).
- 58-66 Dossiers individuels. 1944-1948
- 58 A-Boe.
- 59 Bog-Cir.
- 60 Cla-Duv.
- 61 E-Gir.
- 62 Giv-Kif.
- 63 La-Mi.
- 64 Mo-Pe.
- 65 Phe-R.
- 66 S-Z.
- 668 W 67 Commission de criblage.- Généralités (1944) ; constitution et suppression des tribunaux d'honneur et de la commission d'arrondissement (1945) : dossiers (ordre alphabétique) 1944-1945
- Ain (1944-1945). Ardèche (1944). Drôme (1944). Isère (1944) Loire (1944) Savoie (1944) Haute-Savoie (1944) Prison Saint-Paul (1944-1945) Prison Vancia (1944-1945) Prison rue de la Part-Dieu (1944) Fort-Montluc (1944) Prisons diverses (1944)

Séquestres à la Libération

- 668 W 68 Instructions : correspondance (1944-1947) ; textes réglementaires (1944-1947) ; listes et état des séquestres ordonnés (1944-1947) ; régularisation (1946) ; affaires terminées (1944-1945) ; listes des administrateurs (1944-1945) ; rémunération des administrateurs (1944-1945) 1944-1947
- 668 W 69-71 Dossiers (ordre alphabétique). 1944-1951
- 69 B, 1944-1951.
- 70 C-L, 1944-1946.

Élections municipales de 1965

- 668 W 72 Loi électorale, projet de réforme : correspondance avec le ministre de l'Intérieur (1963-1964) ; prévisions et études (s.d.) ; projets de scrutin (février-avril 1964) ; historique du régime électoral de Lyon (1964) ; réactions (1964) ; coupures de presse (1965), circulaires et textes (1965) ; rapports expédiés (1964-1965) ; télégrammes (1965) ; personnalités élues (1965) ; messages départementaux (1965) ; synthèse (1965).

1963-1965

Organisation administrative, fonctionnaires

- 668 W 73-77 Personnel préfectoral.

1926, 1940-1962

- 73 Préfets et sous-préfets : listes (1940-1946) ; circulaires et instructions, correspondance (1944-1946) ; dossiers individuels (par département) (1945) ; dossiers individuels de carrière (1944-1957)

1940-1957

- 74 Conseillers de préfecture : dossiers individuels de carrière (ordre alphabétique)

1926-1957

- 75 Autres fonctionnaires : textes réglementaires (1944) ; agents suspendus : correspondance, instructions (1944-1946) ; agents en activité : correspondance, instructions (1944-1946) ; modifications de carrières (1939-1944) ; notation, création de postes, (1946) ; effectifs (1951-1952) ; candidats à l'administration préfectorale (1943) ; renseignements demandés par circulaires du 7 octobre 1939 et du 6 mars 1940 ; correspondance avec le ministère de l'Intérieur (1954) ; documentation INSEE (1954) ; situation des chefs de division (1954-1955).

1939-1955

- 76 Postes de l'administration préfectorale : renseignements généraux, dossiers (1943, 1946-1947, 1950, 1954)

Installation matérielle des membres du corps préfectoral : états des lieux, instructions (1958, 1962).

Annuaire du corps préfectoral (1956-1960) : textes de présentation du département.

Anciens dossiers individuels (ordre alphabétique, 1947-1959)

1943-1962

- 77 Anciens dossiers individuels (ordre alphabétique, 1940-1962)

668 W 78 Réunions régionales de préfets

Travaux des commissions : notes de synthèse, procès-verbaux, comptes rendus intégraux.

1949-1959

Opinion publique et vie politique

Syndicats, mouvements sociaux, grèves

- 668 W 79 Syndicats.– Syndicats de fonctionnaires (1950) ; FO (1949-1955) ; CFTC (1949-1953) ; CGT (1949-1953) ; RG : étude sur les syndicats patronaux roannais (avril 1950).
1949-1953
- 668 W 80 Liberté du travail. – Législation industrielle, économique et sociale (1946-1950) ; grève totale : jurisprudence (1937, 1940-1950) ; grève perlée : jurisprudence (1948-1949).
1937, 1940-1949
- 668 W 81 Grèves. – Forces de l'ordre, effectifs, novembre 1948 ; grèves de fonctionnaires : correspondance (1949) ; grève générale du 25 novembre 1949 : instructions, dossiers par départements (1949) ; grèves de mars 1950 : correspondance, notes d'information des RG (1950).
1948-1949
- 668 W 82 Grèves. – Grèves de printemps, mars 1951 (SNCF ; autres secteurs ; synthèse pour la VIII^e région) ; manifestations CGT du 12 avril 1951 : correspondance, dossiers photographiques commentés, notes d'information (1951) ; manifestation du 1^{er} mai 1951 : dossiers photographiques commentés (1951).
1951
- 668 W 83-84 Grèves d'août 1953.
1950-1953
- 83 Généralités : instructions, motions, rapports, notes de service, tracts, pétitions, télégrammes, communiqués, informations économiques, correspondance (1950-1953)
- 84 Renseignements généraux : notes d'information sur l'évolution du conflit ; documents saisis sur René Leguen, administrateur de Gaz de France, militant CGT (tracts, notes syndicales) ; synthèses quotidiennes (1953).

Mouvements et partis politiques

- 668 W 85 Maintien de l'ordre : notes secrètes.
1947-1963
- 668 W 86 Nord-Africains.; situation dans les départements (1951-1957) ; maison de l'Afrique du nord (1951-1957) ; hébergement (1951-1957) : SCNA (1958) ; ASCA : rapports (1958) ; USTA : meeting du 1^{er} mai (1958) ; propagande et mouvements politiques (1952-1959) ; émissions radio de propagande (1955) ; RG : notes d'information (1951-1957) ; grève du 5 juillet 1956 : rapport ; étudiants : rapport, (8 et 9 juin 1956), notes diverses (1954-1958) ; terrorisme, agitation (1954-1958) ; scouts musulmans (1956) ; circulaires ministérielles (1950-1955), correspondance (1951-1956).
1951-1959
- 668 W 87 Séparatisme algérien dans le département de la Loire : synthèses hebdomadaires (1958-1962).
- 668 W 88-91 Parti communiste français.
1947-1955

88	Généralités : rapports, notes d'information, critiques relatives aux rapports des RG (1949-1952). Organisation régionale du parti : étude sur la fédération du Rhône (5 janvier 1949) ; rapport sur le PCF dans la VIII^e région (1949) ; conférence fédérale du Rhône à Villeurbanne (2-3 juin 1956). Tactique, instructions (1949-1950) ; activité des étrangers (1949-1950).	1949-1952
89-90	Dossiers par départements.	1949-1950
89	Ain, Allier, Hautes-Alpes, Ardèche, Cantal, Drôme, Isère, Loire.	
90	Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie, Haute-Savoie.	
91	Manifestations, action syndicale. CGT Genève et déroulement des grèves de novembre et décembre 1947 (1947) ; arrestation de Jacques Duclos et événements annexes (mai-juin 1952) : Manifestations contre le général Ridgway, réactions contre l'arrestation de J. Duclos, perquisition au siège du PC, instructions données à la Justice, incidents de Tarare, rapports à Paris, enquête de la PJ au sujet de Bérout, compte, saisie de journaux, grève du 4 juin 1952. Membres et cadres du parti : listes des membres ayant appartenu aux FFI et FTP (1947-1949) ; renseignements particuliers (1947-1955) ; cadres (1949-1950).	1947-1955
Police		
668 W 92	Personnel : généralités de carrière (1947-1959 ; dossiers de carrière (1949-1954), affaires individuelles (1948-1964). École nationale de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'or (1950-1958) ; effectifs (1952) ; syndicats (1948-1950). Cité administrative de la Part-Dieu (1947-1950), transfert du service des Moyens généraux : rapport, correspondance. Parc automobile : constats d'état des voitures (1949). Journée d'études : interventions, p-v (4 novembre 1948). Aérodrome de Lyon Bron : album photographique (1959). Maintien de l'ordre, surveillance : rapports (1949).	1947-1964
668 W 93-104	Ministère de l'Intérieur, Sûreté nationale et Renseignements généraux.	
93-94	Ministère de l'Intérieur	
93	Personnel préfectoral : dossiers de carrière (1954-1964) Affaires économiques : correspondance avec les ministères (1954-1959) Opinion publique : notes des RG. Problèmes administratifs, personnel, agitation sociale, incidents, propagande politique, élections, surveillance des mineurs. Correspondance générale avec le ministère de l'Intérieur (1948-1953)	

	Police, Justice, Défense : mesures de sécurité anti-terroristes (1954-1964)	
	Emploi du temps du préfet (1954-1964)	
	Télégrammes (1948-1952, 1955-1964), télétypes (1951-1952)	
	Documentation préfectorale (1955-1963).	
94	Grèves d'octobre 1948 dans le bassin minier de la Loire. Visite à Lyon du ministre de l'Intérieur Pierre Chatenet (29-30 juillet 1960) : rapports, dossiers (1948-1963).	1948-1963
95	Sûreté nationale.- Immobilier : rapports, notes, correspondance (1954-1955). Rapport du contrôleur général (1953) ; télégrammes (1949-1952) ; télétypes (1954-1956) ; correspondance (1948-1964).	1948-1964
96-103	Renseignements généraux.	1948-1967
96	Implantations des services de police d'État, révision : rapports, études, notes, correspondance (1953). Presse confidentielle (mars 1956, juin 1961). Regroupement des RG : études, rapports, correspondance (1956). Services départementaux des Renseignements généraux : rapports, études thématiques, documentation (classement par département)	
	Ardèche Presse régionale, départementale et locale, 25 octobre 1949. Colonies d'étrangers établis dans le département, 25 octobre 1949. Syndicalisme indépendant dans le département, 2 décembre 1954. Syndicats et les associations syndicales, 8 novembre 1949. Papeteries, s.d. Rapport général sur le département, 18 février 1950. Crise du moulinage, s.d. Organisation des FTP dans le département, 14 février 1951. Centres d'apprentissage d'Aubenas, Tournon, Annonay, Chomérac, 13 février 1951.	
	Cantal Rapport sur le département, 9 et 10 février 1950. Arrestations opérées à Pleaux, 14 février 1950. Milieux communistes, 21 février 1951.	
	Puy-de-Dôme Conflits Michelin-Bergougnan, mars-avril 1950. Meeting organisé par la Fédération du PCF à Clermont-Ferrand, 8 octobre 1950. Affaire Dezaly (1950). Manifestation organisée à Clermont-Ferrand contre le réarmement allemand, contre les combattants de la paix, 23 décembre 1950. Meeting organisé par la CGT, place de Jaude, à Clermont-Ferrand, 1er mai 1951. Découverte de l'épave de l'avion américain Fairchild Packett C-82, écrasé au plateau de Durbise, le 13 novembre 1951. Liste des dépositaires du <i>Patriote</i> , mai 1952. Manifestation organisée à Clermont-Ferrand par le PCF et la CGT à l'occasion de l'arrivée du général Ridgway, 28 mai 1952.	
	Savoie Recrutement de la main-d'œuvre italienne et le centre de l'ONI de Modane, s.d.	
	Haute-Savoie Rapport général sur le département, février 1950. Grèves du printemps 1950.	1949-1961

- 97 Opinion publique, situation économique et sociale : rapports, études diverses.

1959-1967

Notamment évolution du terrorisme musulman dans le Rhône, mai 1959 ; voyage du président de la République dans le département du Rhône, 28 et 29 septembre 1963 ; sondage politique et économique, septembre 1963 ; sondage d'opinion publique, décembre 1963 ; sondage d'opinion après la conférence de presse du général de Gaulle du 31 janvier 1964, 5 février 1964 ; note sur la situation économique et sociale en Rhône-Alpes, septembre 1965 ; étude sur les étudiants d'Afrique noire et de Madagascar en France, mars 1963 ; enquête sur les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône (1967).

1952-1955

- 98 Notes d'information générales et par départements

1949-1966

Ardèche : 1949.
Cantal : 1950-1951.
Loire : 1956-1965.
Haute-Loire : 1948-1950.
Puy-de-Dôme : 1948-1949.
Savoie : 1952-1953 ; 1958-1959.
Haute-Savoie : 1949-1954 ; 1957-1963.

- 99 Notes d'information : usines Berliet ; usine Rhodiaceta. (1^{er} trimestre 1969)

- 100-101 Région Rhône-Alpes : notes de renseignements individuels, notes d'information (janvier-mars 1969).

100 janvier-mars 1969

101 avril-août 1969

- 102 Dossiers divers (1956-1959)

Conversations enregistrées (1958-1959) ; Comité lyonnais de défense des libertés et droits individuels (1957-1958) ; manifestation contre *Témoignage chrétien* (1958) ; dossier Sterlin (1956-1957).

- 103 Photographies.

1950-1957

Année 1950

Givors, usine de Lille-Fives, visites de la commission de la Task-force (1950)

Givors-Condrieu, conseil de révision (1950)

Villeurbanne, manifestation du 1^{er} novembre 1950 patronnée par le PCF (1950)

Lyon, défilé du 1^{er} mai 1950

Lyon, congrès national de l'UDSR (3 novembre 1950)

Lyon, manifestation organisée par l'UDSR et le PCF contre le réarmement allemand (16 décembre 1950).

Année 1951

Lyon, manifestation anti-américaine, (12 janvier 1951)

Lyon, manifestation organisée par la CGT à l'occasion du procès Gacon, Gagne, Denis et Varaud (24 janvier 1951)

Lyon, manifestation pour la commémoration de février 1934 (11 février 1951)

Lyon, meeting organisé par les cheminots grévistes (25 mai 1951)

Lyon, manifestation des ouvriers des usines de textiles artificiels (28 mars 1951)

Paris, délégation de l'union des femmes de France (1951)
 Lyon, cérémonies du 8 mai 1951
 Lyon, visite du général De Gaulle (2 juin 1951)
 Lyon, retour des délégués du Rhône au festival mondial de la jeunesse à Berlin (30 août 1951)
 Lyon, procès en correctionnelle (28-29 septembre 1951)
 Lyon, manifestation pour la paix, s.d.

Année 1952

Lyon, cérémonies du 14 juillet 1952.
 Lyon, rassemblement de l'Union des femmes françaises (9 mars 1952)
 Lyon, rassemblement régional du mouvement pour la paix (24 février 1952)
 Lyon, manifestation du 1^{er} mai 1952

Année 1953

Lyon, commémoration de la libération de la ville organisée par le PCF (5 septembre 1953)

Année 1954

Lyon, assemblée extraordinaire de la fédération des producteurs de lait (10 décembre 1954)
 Lyon, manifestation du 1^{er} mai 1954.
 Lyon, incidents lors de la fête de l'Immaculée (8 décembre 1954)

Année 1955

Lyon, journée de protestation organisée par la fédération nationale des exploitants agricoles (12 février 1955)
 Lyon, manifestation organisée par l'UDCA (28 mars 1955)
 Lyon, manifestation organisée par le cartel d'union laïque (20 mars 1955)
 Lyon, manifestation d'étudiants en faveur des étudiants hongrois (8 novembre 1955)

Année 1956

Givors, réunion de l'UDCA et contre-manifestation (19 novembre 1956).
 Bron, réunion de l'UDCA (19 novembre 1956).
 Manifestation poujadiste, s.d.

Année 1957

Lyon, manifestation commémorative du martyr de la Hongrie (23 octobre 1957)

104 Service des transmissions de l'Intérieur

1948-1961

Télégrammes (1948)

Service régional de Lyon, missions : comptes rendus (1948-1957) ; matériel : comptes rendus techniques d'installation, d'exploitation et de fonctionnement (1948-1957) ; rapports mensuels d'activité (mai-juin 1948, août-septembre 1948, novembre 1948, février 1949, avril-mai 1949) ; rapports trimestriels (1949-1961, lacunes) ; rapports annuels (1950, 1953) ; personnel, carrières (1948-1958) ; directives et instructions ministérielles (1948-1961) ; service régional de la police judiciaire, installation téléphonique, s.d.

105-106	Police judiciaire.	1948-1963
105	Notes d'information à l'IGAME (1948-1953).	
106	Dossiers d'enquête (ordre chronologique, 1954-1963). Dont affaire Chabot-Pedoussault (1954)	
107-110	Commissariat central de Lyon : rapports journaliers.	1969-1970
107	janvier-mars 1969.	
108	avril-juin 1969.	
109	juillet-octobre 1969.	
110	janvier-avril 1970.	
111	Commissariat de Romans, transfert : dossier (1953)	
112-113	Maintien de l'ordre, pouvoirs spéciaux	1791, 1934, 1940-1962
112	Maintien de l'ordre, instructions : schéma de l'organisation de la garde dans la VIII ^e région, (s.d.) ; textes législatifs et réglementaires, (1791, 1940-1959) ; circulaires et instructions, (1934, 1940-1948). Réquisitions : textes législatifs, instructions, circulaires, (1939-1940) C.R.S. : télégrammes (1950-1962) Gendarmerie, troupe : dossiers par année (1950-1962) ; lacération d'affiches (1950-1951).	
113	Pouvoirs spéciaux. – Perquisitions : mandats (1957-1962). Relaxes et mise en liberté provisoire (1957-1960).	
668 W 123	CRS.- Activité : programmes, comptes rendus (1953-1964) ; dissolution (1963) ; centre pénitentiaire de Thol ⁴ : dossier (1964).	
Ravitaillement, mobilisation économique		
114	Direction départementale du ravitaillement général : notes de service (1946) ; affaires diverses (1948-1949) ; commissions administratives paritaires nationales (1946-1949) ; personnel, affaires individuelles, épuration (1946-1949) :	
115-116	Mobilisation économique dans le domaine alimentaire.	
115	Direction des services agricoles du Rhône, besoins alimentaires de la VIII ^e région : tableaux récapitulatifs (1953-1954), dossiers par département (Ain, Hautes-Alpes, Ardèche, Cantal, 1953).	
116	Mobilisation économique dans le domaine alimentaire (dossier par département : Drôme, Isère, Loire, Haute-Loire, 1953).	
Main-d'œuvre		
668 W 117	Travail frontalier : accords locaux (1950-1952) ; conflits du travail, médiateurs : correspondance, rapports (1955-1956) ; travail à domicile, fixation des salaires (1954-1955) ; conflit à l'usine Fives de Givors : tracts, correspondance, photos (1950-1953)	1950-1956

⁴ Département de l'Ain.

668 W 118 Salaires. –Études diverses par secteurs (1949-1950) ; discussions sur les salaires (1950) ; correspondance (1950) ; articles de presse (1949-1950) ; documentation, générale (1950) ; accords (par départements) (1950-1952) ; chantiers de Donzère-Mondragon (1950).

1949-1952

668 W 119 Conventions collectives.- Loi du 11 février 1950 ; documentation (1949-1950) ; situations des diverses industries (1950) ; projet d'amendement (1950) ; rôle des IGAME (1950) ; réunion des inspecteurs du travail : compte rendu (24 février 1950) ; dossiers par départements (1950) ; commissions de conciliation (1950) : enquêtes sur la main-d'œuvre (1949-1952). Questions économiques : front économique ; note sur la politique économique du département (1950).

1949-1952

Affaires militaires

668 W 120-121 Gendarmerie

1960-1961

120 Rapports mensuels d'activité ; effectifs : unités mobiles, relèves d'escadrons ; mouvements et partis politiques : propagande, meetings, réunions ; syndicats, mouvements sociaux, grèves ; incidents ; lutte contre le terrorisme nord-africain ; voyages officiels et présidentiels : correspondance établie par le général de brigade commandant de la VIII^e région militaire (1960).

121 Correspondance avec le préfet Ricard (1961) ; surveillance des personnes suspectes et des terroristes ; tracts reçus, saisis ou collectés sur la voie publique ; défense, réquisitions et mouvements de troupes ; conflits et mouvements sociaux ; incidents, accidents.

668 W 122 Gouverneur militaire de Lyon, VIII^e région : correspondance diverse (1948-1963) ; informations ACPO (1950-1953) ; sécurité militaire (1950-1956).

1948-1963

668 W 124 4^e région aérienne : avion Criquet (1953-1956) ; avions légers (1952) ; avion de l'IGAME (1951) ; hélicoptères (1951, 1953) ; correspondance diverse (1948-1960) ; société nationale des constructions aéronautiques du sud-est : brochure imprimée (1953)

1948-1960

Équipements, transports, énergie

668 W 125 Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme (MRU), délégation interdépartementale Rhône-Savoie : rapport annuel d'activité (1952)

668 W 126 Sites souterrains – Commission supérieure interministérielle (1957) ; principales carrières utilisables au titre de la protection : répertoire (1957) : tunnels désaffectés : répertoire, s. d.

668 W 127 Château d'Annecy : occupation et protection du bâtiment.

1951-1952

Annexe : liste des préfets du Rhône de 1940 à 1970

Alexandre ANGELI, préfet du Rhône et préfet de région (1940-1944)

Édouard BONNEFOY, préfet du Rhône et préfet de région (février à juin 1944)

Claude BOUTEMY, préfet du Rhône et préfet de région (juin-août 1944)

Yves FARGE, préfet du Rhône et commissaire de la République de la région Rhône-Alpes (1^{er} septembre 1944 – 15 septembre 1945)

Henri LONGCHAMBON, préfet du Rhône et commissaire de la République de la région Rhône-Alpes (16 septembre 1945-mars 1946)

Marcel GREGOIRE, préfet du Rhône (avril 1946-1947)

Pierre BERTAUX, préfet du Rhône et IGAME (1947-1949)

Pierre MASSENET, préfet du Rhône et IGAME (1949-1957)

Roger RICARD, préfet du Rhône et IGAME, puis préfet de région (1957-1966)

Max MOULINS, préfet du Rhône et préfet de région (1966-1972)

Index général

Avertissement : Le présent index fait référence aux cotes des articles du versement 668 W, et non aux pages du répertoire. Il ne se réfère pas aux parties liminaires mais au corps de l'instrument. Il est également à noter que ne sont pas pris ici en compte les noms de personnes et d'organismes énumérés alphabétiquement dans les dossiers d'épuration : ces listes sont donc à consulter impérativement, de prime abord, pour toute recherche nominative. Quant aux mots-matière retenus, si la grande majorité d'entre eux correspondent aux termes prescrits dans le Thesaurus W, il a été nécessaire d'en utiliser d'autres qui n'y figuraient pas, dans un souci d'accès facilité pour le chercheur, qu'il s'agisse de l'historien futur ou des observateurs et documentalistes chargés de recherches. La liste de ces non-descripteurs est donnée à la fin de l'index.

Les noms de personnes, organismes entreprises, sont donnés en capitales ; les lieux en minuscules ; enfin, les mots-matière retenus figurent en gras.

A

Administrateur judiciaire : 68

Administration pénitentiaire : voir à condition pénitentiaire

Aérodrome : 38, 92

Aéronef : 9, 66, 124

Affaire correctionnelle : 103

Affaire criminelle : 103

Afrique : 49, 97

Afrique du nord : 86-87

Agent municipal voir à fonctionnaire territorial

Agriculteur : 103

Agriculture : 55, 115-116

Ain : 7, 13-15, 67, 89, 97, 115

Allemagne : 70

Allier : 3, 13, 17-19, 89

Allocation familiale : voir à Prestation familiale

Alpes : 13

Hautes-Alpes : 13, 21, 89, 115

Ancien combattant : 55

Annecy : 127

Annonay (Ardèche) : 96

Apprentissage : 96

Architecte : 55

Ardèche : 4, 8, 13, 22-25, 67, 89, 96, 98, 115

Assurances sociales : 54

Aubenas (Ardèche) : 96

Autoroute : 28

Avion : voir à aéronef

B

BABINGER (Alphonse) : 1

Barrage hydroélectrique : 39

Bâtiment industriel : 103, 117

BERGOUGAN : 96

BERLIET : 50, 99

Berlin (Allemagne) : 103

BEROUD-COMTE : 91

BOISDE (secrétaire d'État au commerce) : 83

BOURRAT (capitaine) : 51

Bron : 92,103
BROSSY (Marie-Line) : 1

C

Caisse d'épargne : 54
Cantal : 13, 20, 26, 89, 96, 98, 115
Carrière : voir à Industrie extractive
Carrières : voir à Gestion de personnel : Dossier de carrière
Censure : 94
Cérémonie publique : 103
Certificat de Résistance : voir à Résistance
C.F.T.C. : 79
CGT : 79, 82, 84, 91, 96, 103
CHABOT : 106
Chantier : 118
CHASSAGNE (Georges) : 1
Château : voir à monument historique
CHATENET (Pierre, ministre de l'intérieur) : 94
CHAVANOT : 48
Chomerac (Ardèche) : 96
CHONE (Alphonse) : 1
Clermont-Ferrand : 38, 96
CLUZAN (dossier) : 1
COMITE LYONNAIS DE DEFENSE DES LIBERTES ET DROITS INDIVIDUELS : 102
Comité régional interprofessionnel d'épuration : 57-66
Commémoration : 103
Commerce : 83
Commissariat : 107-111
Commission de criblage : 67
Communications : 38, 55, 104
Communisme : 88-91, 96-97, 103
Comptabilité : 8, 54
Conciliation : 117-118
Condition pénitentiaire : 55
Condition du travail : 80
Condrieu : 103
Confiscation : 52
Conflit du travail : 81-84, 86, 91, 93-94, 96, 103, 117, 120-121
Contrôle : 95
Convention collective : 119
COTTON (M^{me} Georges) : 1
COTTON (Marcel) : 1
Croix-Rouge : 83

D

DENIS : 103
Déporté : 55
Détenu : 55
DEZALY : 96

Distinction honorifique : 1
Distribution électrique : 54
Donzère-Mondragon : 118
Dossier de carrière : 73-77
Dossier individuel : 45-50, 56, 58-67, 69-71, 76, 92, 102, 114, 119
Douanne : voir à Droits de douane
Droits de douane : 55
Drôme : 5, 13, 27-28, 67, 89, 116
DUCLOS (Jacques) : 91
Durbise (plateau de ; Puy-de-Dôme) : 96

E

Ecole : 38, 92
Economie : 83, 114-116, 119
Election municipale : 72
Electricité ; voir à Production électrique
Enquête : 52, 96-97, 106, 119
Enseignement : 55
Entreprise : 49-50 ; voir également les listes nominatives à épuration
Épuration : 45-67, 114
Equipement : voir à Urbanisme
Etablissement militaire : 55
Etablissement pénitentiaire : 67, 123
Etat français : 2
Etats-Unis : 96, 103
Etranger : 88, 96
Etudiant : 86, 97, 103
Exploitation minière : 83,94

F

Femme : 103
Festival : voir à Manifestation culturelle
F.F.I. : 91
Foire-exposition : voir à Manifestation commerciale
Fonctionnaire de l'État : 8, 12, 53, 73-78
Fonctionnaire de préfecture : voir à Fonctionnaire de l'État
Fonctionnaire territorial : 55
Forces de l'ordre : 83, 112, 123
FORCE OUVRIERE : 79
Fort-Montluc : 67
FOUQUE (Charles) : 1
FOURREL (Pierre) : 1
F.T.P. : 91, 96

G

GACON : 103
GAGNE : 103
GAULLE (général de) : 19, 97, 103
GAUTHIER (Maurice) : 1
Gaz naturel : 54,84

Gendarmerie : 83, 112, 120, 121
Gestion de personnel : 53-55, 73-77, 92-93, 104
GINET (René) : 1
GIVORS : 103, 117
Gouverneur militaire : 122
Grève : voir à Conflit du travail
GROS (Georges) : 1
GUERIN (Maurice) : 1

H

HAFFNER (Antoine) : 1
Hélicoptère : voir à Aéronef
HEMART (Adrien)
HERIQUE (Jean-Marie) : 1
Hongrie : 103
Hospice : 55

I

IGAME : voir à Préfet
Immobilier : 95
Impôt direct : 55
Impôt indirect : 55
Inauguration : 39
Indignité nationale : 55
Industrie : 52, 119
Industrie agro-alimentaire : 96
Industrie extractive : 126
Industrie papetière : 96
Industrie textile : 103
Inspection : 55, 119
Installation téléphonique : 104
Internement administratif : 48
Isère : 13, 29-31, 67, 89, 97, 116
Islam : 86
Italie 96

J

JACQUIER-ROUX (Paulette) : 45
Jaude (Place de ; Clermont-Ferrand) : 96
Juridiction : 67
Justice : 55, 91

L

LECENE : 14
Légion d'honneur : voir distinction honorifique
LEGUEN (René, administrateur du GDF) : 84
Libération : 44-71, 103
LIGOREAU (Antoine) : 1
LILLE-FIVES : 103, 117
LOIRE : 13, 32-33, 67, 87, 89, 94, 98, 116

Haute-Loire : 6 , 13, 34-36, 90, 98, 116
Lyon : 28-29, 52, 70-72, 83, 92, 103-104, 107-110, 122

M

Madagascar : 97
Magistrat : 55
Main-d'œuvre : 103,117-119
maintien de l'ordre : 85, 92, 112-113, 120-123
MAJA : 50
Manifestation commerciale : 20
Manifestation culturelle : 103
Manifestation de protestation : 17, 93, 96-97, 103, 120-121
Marché noir : 52
MARIE-JEANNE (pseud.) : voir JACQUIER-ROUX
marseille : 28
MATHAN (Louis) : 1
Maurin (Georges) : 1
Médaille de la Résistance : voir distinctions honorifiques
Médecin : 55
MEILLER (Jean-Claude) : 1
Messagerie : 104
MEYER (Jacques) : 1
MICHELIN : 96
MIDEL (Léon – Augustin) : 1
Mine ; voir à Exploitation minière
Modane : 96
Mont-Dore (le) : 38
Monument historique : 127
MOREL (Claudine) : 1
Moulin : voir à industrie agro-alimentaire
Mouvement de jeunesse : 86, 103
Mouvement pacifiste : 96, 103

N

NATHAN (Jean) : 1
Nord-Africains : voir à Afrique du Nord

O

Opinion : 79-91,93-103
Organisation professionnelle : 79
Ouvrage d'art : 126

P

Paris : 91,103
Part-Dieu (rue de la) : 67
 (prison) : 67
 (cité administrative) : 92
Parti communiste : voir à Communisme
Parti politique : 120 : voir à vie politique

Parti socialiste : voir à socialisme
PEDOUSSAULT : 106
Photographie : 81-82, 103, 117
Pleaux (Cantal) : 96
Police : 55, 83, 92-113
Police judiciaire : 91, 104-106
Police urbaine : 29
Ponts-et-chaussées : voir à réseau routier
Postes et télécommunications : voir à communications
Poujadisme : 103
Pouvoirs spéciaux : 113
Préfet : 3-43 (correspondance) ; 73 (carrières) ; 76, 78, 83, 119, 124
Presse : 91, 94, 96
Prestation familiale : 54
Prisonnier : voir à détenu
Produit laitier : 103
Profit illicite : voir à marché noir
Puy-de-Dôme : 6, 13, 37-38, 81, 90, 96, 98

R

Rapport : 3-8, 20, 96-101, 104, 107-110, 117, 120, 125
Ravitaillement : 114-116
RAZAIRE (Raymond) : 1
Reconstruction : 125
Réfugié : 55
Remontée mécanique : 38
Rémunération : 117-118
Renseignements généraux : 7, 79, 81, 83-84, 86, 88-92, 96-103
Répertoire : 126
IIIe et IVe République : 3-127
Réquisition : 49, 83, 112
Réseau routier : 49, 55
Résistance : 48
Retour à la légalité républicaine : voir à Libération
Réunion publique : 78, 103, 120
RHODIACETA : 99
Rhône : 90, 97, 103, 115, 125
Rhône-Alpes : 97, 100, 115-116
RICARD (préfet) : 9, 121
RIDGWAY (général) : 91, 96
Riom : 38
RITTNER (René) : 1
RIX-CATI : 38
Roanne : 79
RODES (Marceau) : 1
Romans : 111

S

SACHS (Marguerite) : 1
Saint-Cyr-au-Mont-d'or : 92

Saint-Paul (prison) : 67
Salaire voir à rémunération
Sancy : 38
SANTO-PIERRO (Jean) : 1
Savoie : 6, 13, 39-40, 67, 90, 96, 98, 125
Haute-Savoie : 13, 41-43, 67, 90, 96, 98
Scoutisme : voir à Mouvement de jeunesse
Séquestre : 68-71
SEROGLIA : 48
Site souterrain : voir à industrie extractive
Socialisme : 103
Société mutualisme : 54
SOCIETE NATIONALE DES CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES DU SUD-EST
Société de secours mutuel : voir à société mutualiste
Station radio-électrique privée : 86
STERLIN : 102
Syndicat patronal : voir à organisation professionnelle
Syndicat professionnel : 79, 84, 86, 91-92, 96, 103, 120

T

TACK-FORCE : 103
Tarare : 70, 91
Télégramme ; 14-15, 18-27, 29-30, 32-35, 37-43, 83, 93, 95, 104, 112
Téléphonique : voir à remontée mécanique
TEMOIGNAGE CHRETIEN : 102
Terrorisme : 86, 97, 120-121
Thol : 123
Tignes : 39
TIXIER (Claudy-Denise) : 1
TIXIER (Louis-Eugène) : 1
TOURNIER (Lucien) : 1
TOURNON (Ardèche) : 96
Transmissions : voir à messagerie
Transport ferroviaire : 55, 82-83, 103
Travail : 55, 80, 83, 117, 119
Travailleur à domicile : 117
Travaux d'utilité publique : 55
Tunnel : 126

U

UNION DES FEMMES DE France : 103
Urbanisme : 125
Usine : voir à Bâtiment industriel

V

Vancia (prison) : 67
VARAUD : 48, 103
Véhicule automobile : 92
Vétérinaire : 55
Vie politique : 79-91, 93-103, 120-121

Vie religieuse : 103
Villefranche-sur-Saône : 70
Villeurbanne : 88
VINCENT : 38
Voyage officiel : 39, 97, 103, 120
Voyant (Joseph) : 1

W
WOLF (Arm)

Liste des descriptions utilisées, qui ne figurent pas dans le thésaurus W
Comité régional interprofessionnel d'épuration ; Commissariat ; Commission de criblage ;
confiscation ; Etablissement militaire ; Etat français ; F.F.I. ; F.T.P. ; Gouverneur militaire ;
Indignité nationale ; Photographie ; Poujadisme ; Pouvoirs spéciaux ; Préfet ; Renseignements
généraux Séquestre.

Table des matières

Introduction	3
Sources complémentaires	11
Sommaire	13
DISTINCTIONS HONORIFIQUES	16
ÉTAT FRANÇAIS	16
IV ^e ET V ^e RÉPUBLIQUES	16
668 W 3-43 Correspondances des préfets	16
668 W 44-71 Libération et épuration	18
Épuration politique et Libération	18
Épuration économique.....	18
Épuration administrative	18
Séquestres à la Libération	19
668 W 72 Élections municipales de 1965	20
668 W 73-78 Organisation administrative, fonctionnaires.....	20
668 W 78 Réunions régionales de préfets.....	20
668 W 79-91 Opinion publique et vie politique.....	21
Syndicats, mouvements sociaux, grèves	21
Mouvements et partis politiques	21
668 W 92-113 Police.....	22
668 W 114-116 Ravitaillement, mobilisation économique.....	26
668 W 117-119 Main-d'œuvre.....	26
668 W 120-124 Affaires militaires.....	27
668 W 125-126 Équipements, transports, énergie	27
668 W 127 Divers	27
Annexe : liste des préfets du Rhône de 1940 à 1970	28
Table des matières	29